



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

SÉMINAIRE RÉGIONAL

**FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ DANS
LA PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISTE
VIOLENT EN AFRIQUE**

Dakar les 9 et 10 octobre 2017

RAPPORT

A l'heure actuelle, l'Afrique est sous l'emprise de l'escalade de l'extrémisme violent. Les attaques perpétrées par des groupes extrémistes violents se multiplient et sont une contrainte qui porte gravement atteinte aux enjeux de société : la paix et la sécurité, l'exercice des droits de l'homme, le développement etc.

Quoique importantes, les réponses sécuritaires à elles seules sont insuffisantes et ne permettront pas de s'attaquer aux nombreux facteurs qui produisent et coproduisent l'extrémisme violent et inscrivent ses actions sur la durée. Le réalisme impose de convenir qu'un seul type de solution ne saurait répondre à un problème multifactoriel.

Ce préalable indispensable à toute action efficace face à la violence extrémiste a conduit le Secrétaire général des Nations Unies à souligner dans le «Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent» du 24 décembre 2015, la nécessité d'adopter une approche plus globale avec des mesures de prévention qui abordent les causes de l'extrémisme violent, qu'elles soient politiques, sociales, économiques ou militaires.

C'est sous ce prisme panoptique que s'inscrivent les deux premières éditions des Conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent tenues à Dakar en juin 2016, et à N'Djamena en juin 2017.¹ Lors de ces rencontres, le rôle spécifique des Forces de défense et de sécurité (FDS), a été bien souvent abordé.

En effet, il était constaté que si les forces de défense et de sécurité sont des acteurs essentiels de la stabilisation face à la violence armée, leur comportement peut devenir source de problèmes, notamment lorsque le déploiement des forces s'accompagne d'exactions.

Il a aussi été reconnu que ce phénomène de violence extrémiste pose aux responsables et aux membres des Forces de défense et de sécurité des défis qu'ils ne sont pas forcément préparés à assumer.

Enfin, les Conversations ont exprimé la conviction que les Forces de défense et de sécurité ont un véritable rôle à jouer dans la prévention de l'extrémisme violent.

Elles peuvent le faire en s'ouvrant à un diagnostic des problèmes de violence extrême partagé avec tous les acteurs concernés, en défendant l'idée qu'au cœur de la sécurité se trouve la sécurité de l'être humain, et en ouvrant le dialogue avec ceux qu'elles défendent – les citoyens et les populations – sur ces défis et sur les solutions à apporter.

C'est donc logiquement qu'il a paru important de poursuivre et d'approfondir les échanges régionaux en construisant le séminaire régional dont ce rapport général reflète les principaux résultats autour de l'importance du rôle des Forces de défense et de sécurité dans la prévention de l'extrémisme violent. En effet, la mission de protection donnée aux Forces de défense et de sécurité, ne se situe pas seulement à un niveau de réaction (en aval).

Elle s'inscrit également et surtout dans une démarche d'anticipation qui en garantit la rapidité et l'efficacité (en amont).

Les questions qui se posent alors, et qui furent au cœur du séminaire, sont les suivantes :

- les Forces de défense et de sécurité ont-elles un rôle dans les différents aspects de la prévention de l'extrémisme violent Comment ce rôle se définit-il en relation avec l'Etat, les acteurs de la société civile ainsi que les populations ?

- comment faciliter et promouvoir la création d'espaces de dialogue propices à une synergie d'actions en vue de prévenir l'extrémisme violent ? Comment développer une panoplie d'actions avec toutes les parties prenantes : gouvernements, société civile, Forces de défense et de sécurité et groupes armés ?

- quels sont les outils et les mécanismes de collaboration et de partenariat entre les Forces de défense et de sécurité et les acteurs de la société civile afin de prévenir l'extrémisme violent ?

Le présent rapport fait la lumière sur la méthodologie adoptée, la substance des travaux, les principales leçons apprises, propositions et recommandations et la mise en perspective du séminaire régional de Dakar sur la prévention de l'extrémisme violent en Afrique.

1. « Investir dans la Paix et la Prévention de la Violence au Sahel-Sahara : Deuxièmes Conversations régionales sur le Plan d'action du Secrétaire général de l'ONU pour la prévention de l'extrémisme violent » (IPI – UNOWAS - DFAE suisse, N'Djamena, Tchad, 31.05-1.06.2017) <https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2017/08/IPI-E-RPT-Chad-Meeting-NoteFrench.pdf>

« Investir dans la Paix et la Prévention de la Violence en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel : Conversations sur le Plan d'action du Secrétaire général de l'ONU pour la prévention de l'extrémisme violent » (IPI – UNOWAS - DFAE suisse, Dakar, 27-28.06.2016) https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2016/09/1609_Investing-in-Peace-FRENCH.pdf

I Méthodologie

Organisé par le Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS) du Sénégal, et le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de Suisse sous le thème : « **Forces de défense et de sécurité dans la prévention de l'extrémisme violent en Afrique** », le séminaire a réuni cinquante-neuf participants anglophones et francophones issus de seize pays d'Afrique de l'Ouest et centrale. Ils provenaient d'horizons très divers : représentants des Forces de défense et de sécurité (FDS), élus, administrateurs, femmes, jeunes, réseaux de la société civile, organisations régionales, centres de recherche et de formation et personnes ressources.

Tenu sur deux (02) jours, le séminaire a adopté une méthode de travail permettant de concilier les exigences de sincérité et d'exhaustivité des débats avec celles de célérité des assises.

Dans cette perspective, le séminaire s'est articulé autour de trois (03) plénières introductives dont les thèmes ont été approfondis en groupes de travail, favorisant ainsi le partage d'expériences, l'échange de points de vue et l'expression de recommandations.

II État de la substance des travaux

La rencontre a été structurée autour des thèmes spécifiques suivants : (1) la prévention de l'extrémisme violent en Afrique : état des lieux et concepts ; (2) forces de défense et de sécurité (FDS) et acteurs civils dans la prévention de l'extrémisme violent en Afrique : pratiques, défis et opportunités ; (3) la prévention de l'extrémisme violent : Quelle synergie d'actions en Afrique ?

II.1 La prévention de l'extrémisme violent en Afrique : état des lieux et concepts

Après avoir fait l'état des lieux de la situation sécuritaire et des réponses existantes, les participants ont apporté des précisions sur les concepts de sécurité humaine et de prévention de l'extrémisme violent.

a) Etat des lieux de la situation sécuritaire et des réponses apportées à l'extrémisme violent Partant du constat que la violence extrême ne naît pas ex nihilo, le séminaire a souligné qu'elle puise ses racines dans le contexte sécuritaire actuel du continent africain.

Les données utiles à la présentation rapide du contexte général du continent peuvent se résumer aux suivantes : gouvernance exclusive et conflits post-électorales ; pauvreté multifactorielle, démographie galopante ; problèmes de santé liés à l'émergence et la multiplication des maladies transmissibles et non transmissibles ; sécurité physique mise à l'épreuve à cause des conflits communautaires, de la criminalité transnationale, des trafics d'armes et de drogue ; destruction des productions agricoles due à la récurrence des conflits ; désœuvrement de la jeunesse etc.

Ces données sécuritaires péjoratives sont autant de raisons politiques, sociales, humaines et même humanitaires qui conduisent les communautés humaines à produire, coproduire et reproduire la violence dans ses dimensions les plus extrêmes.

Jusqu'ici, les réponses apportées à l'extrémisme violent sont majoritairement restées sécuritaires. Locale, nationale, régionale et même continentale, l'approche sécuritaire, en dépit de ses multiples atouts ne peut endiguer la violence extrémiste, car la violence, opposée à la violence, ne peut résoudre la violence. En outre, les ripostes des forces de défense et de sécurité, loin de réduire l'offensive des extrémistes violents peuvent au contraire les stimuler. Quand l'armée se comporte en terrain conquis, sans respect pour ceux qu'elle vient défendre, quand le rôle et le mandat des comités de vigilance n'est pas défini clairement, quand le renseignement obtenu auprès des communautés est utilisé à mauvais escient, les problèmes se multiplient.

Par ailleurs, les Forces de défense et de sécurité, se trouvent bien souvent démunies face à l'ampleur de la tâche : Primo, l'effort des Forces de défense et de sécurité est encore trop souvent pensé comme devant porter sur la réponse immédiate à la violence armée des extrémistes.

Secundo, les Forces de défense et de sécurité sont loin d'être une entité homogène et imperméable. Chacune de ses composantes a une histoire et un vécu dans le milieu où elle opère.

Tertio, elles ne sont pas les seules dépositaires des réponses que nécessite l'extrémisme violent. Elles ne peuvent assumer les rôles civils, politiques ou économiques dévolus à d'autres acteurs, qui, s'ils ne sont pas assumés en même temps que la réponse sécuritaire, peuvent rendre celle-ci illusoire.

En conséquence, faire face à l'extrémisme violent ne doit plus être la chasse gardée des Forces de défense et de sécurité. Faire face aux défis sécuritaires en Afrique impose la mise en symbiose des approches sécuritaires et des dividendes qu'offrent la sécurité humaine et la prévention.

b) Précisions sur les concepts de sécurité humaine et de prévention de l'extrémisme violent

Largo sensu, la sécurité humaine concerne les menaces violentes et classiques comme la guerre et la violence armée, mais elle englobe aussi les menaces contre le développement, la santé, la pauvreté et l'environnement. Stricto sensu, le concept demeure centré sur l'individu, mais en intégrant plus de domaines que la sécurité classique.²

C'est sous ce second aspect que la sécurité humaine a été abordée par les participants. Ils ont placé l'homme et la femme, l'enfant et le vieillard, les communautés, au cœur des efforts collectifs et individuels de paix et de sécurité. La place centrale de l'individu dans la spirale de la violence est souvent oubliée, et les réponses apportées pour le protéger semblent souvent bien éloignées de cet objectif d'humanité, au point que certains acteurs considèrent les « dégâts collatéraux » que subissent les populations comme secondaires, ou jugent les acteurs de l'extrémisme violent comme « hors humanité » ou comme des monstres. Alors que ceux-là et ceux-ci sont souvent des parents, des voisins, des membres de communautés, des êtres vivants avec un passé et une vision particulière de leur avenir.

Sans se hasarder à une définition de la prévention de l'extrémisme violent, le séminaire a mis en exergue une évidence partagée : la compréhension de la prévention de l'extrémisme violent est tributaire de l'environnement social, économique, politique, culturel et du contexte sécuritaire, mais surtout des différentes perceptions des acteurs. Dès lors, la construction d'une relation symbiotique entre les différents acteurs devient indispensable. L'engagement de la société dans son ensemble, dirigeants politiques, administrateurs, Forces de défense et de sécurité, société civile (hommes, femmes, jeunes, ONGs), autorités religieuses et traditionnelles, médias, secteur privé, chercheurs, organisations régionales et internationales, etc. est nécessaire.

² Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), Délégation aux droits de l'homme et à la démocratie, Sécurité humaine : clarifications du concept et approches par les organisations internationales. Quelques repères, Document d'information, janvier 2006, p. 5.

Pour conforter cet « esprit de corps » entre tous les secteurs de la société, les relations entre Forces de défense et de sécurité et les populations sont appelées à évoluer. Ces dernières sont reconnues par les autorités comme la meilleure protection contre la violence. Leur coopération est devenue urgente et indispensable avec une analyse de l'extrémisme violent selon des prismes qui leur sont propres. En effet, les concepts de radicalisation ou de terrorisme djihadiste trouvent peu d'écho au sein des populations de la région sahélo-saharienne, au contraire des questions de gouvernance, de quête identitaire, de participation politique, de perspectives socio-économiques et de comportements décents des Forces de défense et de sécurité. En outre, sans l'appui des populations, groupes armés extrémistes ne sont rien. Ainsi, dialoguer avec les populations, c'est aussi prendre le risque, ou plutôt créer l'opportunité, d'ouvrir des passerelles de dialogue avec les extrémistes violents.

Le respect des populations, l'écoute honnête de leurs besoins, la confiance mutuelle entre celles-ci et les Forces de défense et de sécurité ainsi que l'effort continu de dialoguer à tous les échelons relationnels, du familial au politique, du civil au militaire, sont *a priori* de la mise en place de solutions viables.

II.2 Forces de défense et de sécurité (FDS) et acteurs civils dans la prévention de l'extrémisme violent en Afrique : pratiques, défis et opportunités

L'évaluation des défis à relever a été précédée de la présentation d'exemples concrets d'implication des Forces de défense et de sécurité et des acteurs civils dans la prévention de l'extrémisme violent.

a) Partage d'expériences concrètes de l'implication des forces de défense et de sécurité et des acteurs civils dans la prévention de l'extrémisme violent

Si l'implication des Forces de défense et de sécurité dans la prévention de l'extrémisme violent paraît assez timide au regard des pratiques actuelles, l'expérience et les initiatives du Burkina Faso témoignent par exemple déjà d'une véritable volonté de leur implication dans la prévention de l'extrémisme violent. Ces dernières apparaissent en effet comme un maillon indispensable dans la conduite de certaines actions de prévention qu'on pourrait regrouper en quatre grands axes.

Le besoin de l'Etat et de l'Etat de droit :

Un préalable à l'établissement de la sécurité est la présence de l'Etat dans la vie des populations et l'existence d'un Etat de droit. Afin de construire un climat favorable à la lutte contre l'insécurité et la dégradation de la cohésion sociale, les curricula de formation de Forces de défense et de sécurité du Burkina Faso intègrent désormais le droit International Humanitaire (DIH) et droits spécifiques comme les Droits de l'Enfant avec la constitution de pool d'instructeurs à cet effet. Des structures de contrôle (police des polices) sont mises en place pour moraliser le comportement des Forces de défense et de sécurité, des unités spéciales sont créées (ONASIM, CNLD, ANR, police municipale etc.) pour répondre au besoin de professionnalisation des hommes et de répartition judicieuse des tâches et pour garantir une exécution exemplaire des missions.

L'implication des populations : même si le chemin à parcourir reste encore long en matière de participation citoyenne, il faut dire que dans l'optique d'informer les populations sur les différentes décisions administratives en matière de sécurité, des passerelles de communication entre les Forces de défense et de sécurité et la presse sont établies via les services de communication des différentes organisations.

La résilience face à l'extrémisme violent : le comportement des Forces de défense et de sécurité est important à travers la conduite de la riposte face aux actions des extrémistes violents. A la vérité la qualité de la riposte renforce la capacité des populations à résister face aux pressions multiples des extrémistes violents, dissipe la crainte des représailles, établit et maintient un climat de compréhension et de confiance mutuelle entre les populations et les Forces de défense et de sécurité et renforce la collaboration entre ces deux acteurs. A cet effet, en plus des initiatives comme le « G5 Sahel », des réformes sont en cours dans la plupart des pays du Sahel en vue d'adapter la capacité de riposte des Forces de défense et de sécurité à la menace de l'extrémisme violent.

La coopération/coordination civilo-militaire : furent par exemple relevés à cet égard, la tenue de journées portes ouvertes sur les Forces de défense et de sécurité, la formalisation des services de communication en leur sein ainsi que les débats interactifs sur les grandes questions sécuritaires, qui permettent de mieux communiquer avec les populations.

En sus, des actions communautaires d'intérêt social menées par les Forces de défense et de sécurité à l'égard des populations (consultations familiales dans les dispensaires, fourniture d'eau potable, aide au franchissement, etc.) renforcent leurs notoriété, image et réputation et permettent d'entretenir les relations fructueuses et durables entre civils et militaires.

In fine, les modalités de recrutement au sein des Forces de défense et de sécurité qui permettent une représentation équitable de toutes les communautés favorisent la mise sur pied d'une armée plus inclusive, plus représentative de la diversité de la société et plus susceptible d'être en phase avec les populations.

Ces dynamiques développées par les Forces de défense et de sécurité sont renforcées par les actions des acteurs de la société civile, des structures de recherche qui analysent le phénomène de l'extrémisme violent du point de vue des acteurs impliqués. Ainsi, l'ISS³ a abouti aux conclusions suivantes :

- Des facteurs qui n'ont rien d'économique, de religieux ou d'idéologique expliquent la présence de jeunes dans les rangs des groupes armés djihadistes au Mali ;
- La volonté de se protéger, de protéger sa famille, sa communauté ou son activité économique apparaît comme un des facteurs importants d'engagement ;
- Dans la plupart des cas, il y a une imbrication des facteurs ; il est donc vain de rechercher un seul et unique motif d'adhésion ;
- Il importe d'analyser de façon détaillée les réalités locales à l'origine de l'engagement des jeunes et de résister à la tentation d'appliquer les conclusions à d'autres contextes ;
- Les notions actuellement en vogue de « radicalisation », de « dé-radicalisation » et d'« extrémisme violent » doivent être utilisées avec prudence car elles peuvent engendrer l'élaboration de réponses inadéquates.

b) Défis à relever

« On ne combat pas les idéologies avec des fusils, on les combat avec de meilleures idées – une vision plus attrayante et convaincante »⁴.

Pour opérationnaliser une telle vision, les Forces de défense et de sécurité, les civils et tous les autres acteurs impliqués dans la prévention de l'extrémisme violent doivent saisir les opportunités qui s'offrent à eux pour relever plusieurs défis. Il s'agit entre autres de :

- Former, éduquer, sensibiliser et encadrer les populations afin de favoriser la participation citoyenne. Des programmes éducatifs devraient être conçus à cet effet et les organisations de la société civile devraient contribuer efficacement à la participation citoyenne dans la gouvernance sécuritaire en renforçant l'information des populations sur les différentes décisions administratives en matière de sécurité.

- Instaurer une gouvernance démocratique légitime qui facilite la participation citoyenne à la gestion de l'action publique, garantit le contrôle citoyen et octroie des chances aux populations d'avoir accès aux ressources. Cela nécessite l'intégration des préoccupations des jeunes et des femmes dans les politiques publiques.

- Créer des programmes spécifiques à effets rapides. Au Burkina Faso par exemple, le gouvernement a adopté en juin 2017, un programme spécifique d'urgence pour la région du Sahel – frontalière avec le Mali et le Niger –, cible d'attaques terroristes récurrentes, en vue d'améliorer les conditions sécuritaires et de renforcer la résilience des populations.

- Multiplier des cadres de rencontre entre Forces de défense et de sécurité et populations, afin que naisse une véritable confiance, gage d'une bonne collaboration entre ces acteurs.

- Nourrir la réflexion à partir de données empiriques pour que les résultats des recherches se retrouvent dans la sphère décisionnelle.

II.4 La prévention de l'extrémisme violent : quelle synergie d'actions en Afrique ?

La prévention de l'extrémisme violent nécessite de construire une nouvelle gouvernance et de créer des passerelles avec des acteurs qui n'ont pas toujours l'habitude de travailler ensemble.

a) Construire une nouvelle gouvernance

La situation de l'Afrique contemporaine laisse entrevoir une imbrication étroite entre gouvernance et sécurité : des facteurs simples de mauvaise

gouvernance peuvent déboucher sur des facteurs complexes de sécurité. Ce constat est concrétisé par des initiatives de peace building à l'instar de celles du Nigeria Stability and Reconciliation Programm (NSRP). Il a pour principale mission de réduire l'escalade des conflits en violence au Nigeria.

Partant de la mise en exergue de l'existence d'un cycle de violence qui prend racine dans divers facteurs tels que la politique patrimoniale, la pauvreté, les inégalités, le chômage, le NSRP aboutit à la conclusion que la rupture du cercle vicieux de la violence impose un changement de paradigme avec l'adoption d'un nouveau mode de gouvernance. Celle-ci devrait répondre aux doléances de façon pratique et objective ; inclure les populations dans les politiques de sécurité ; renforcer les mécanismes de gestion de conflit ; veiller au partage équitable des ressources naturelles ; forger l'inclusion, la coopération et la coordination; renforcer la participation des femmes dans les politiques sécuritaires et veiller à la maîtrise des facteurs de réduction des conflits.

En réalité, l'extrémisme violent se singularise par son caractère multidimensionnel et complexe. La multi dimensionnalité de la menace commande de gouverner autrement, d'abandonner une gouvernance axée sur l'autoritarisme et l'unilatéralisme au profit d'une gouvernance globale et partagée. Cette dernière implique l'ouverture et impose le concours de plusieurs acteurs.

b) Créer des passerelles entre les acteurs

L'Etat, les Forces de défense et de sécurité, les chefs religieux et coutumiers, les organisations de la société civile, les personnes vulnérables (jeunes, femmes et personnes âgées), le secteur privé, les partenaires au développement, les organismes de coopération bilatérale ou multilatérale sont appelés à « jouer en équipe ». Ce jeu d'équipe est nécessaire tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale.

La construction de passerelles entre acteurs internes impose la convocation du respect de certains préalables. Il s'agit entre autres de l'assainissement des relations civilo-militaires, la nécessité d'établir

³ISS, août 2016 : Jeunes 'djihadistes' au Mali - Guidés par la foi ou par les circonstances ? <https://www.issafrica.org/uploads/policybrief89-fr.pdf>

⁴Discours de Barack Obama lors du Sommet des Leaders sur la lutte contre l'EI et l'extrémisme violent, Octobre 2015.

un dialogue et l'importance de la compréhension du concept de « synergie de dialogue », la structuration d'une synergie d'actions basée sur une compréhension commune et un partenariat stratégique etc. Ces prérequis serviront de point de départ pour :

- L'harmonisation du cadre institutionnel et légal. Celle-ci implique une synergie dans l'élaboration des législations nationales, la ratification des instruments juridiques et régionaux et l'établissement de mémoranda d'entente entre unités.

- La mise en œuvre des conditions d'une coopération préventive et répressive. Elle inclue la collaboration entre les services publics afin d'empêcher la préparation de l'infraction par le biais du partage d'informations, l'échange de renseignement, l'entente sur l'extradition et l'entraide judiciaire.

- La mutualisation des réflexions, des informations et des moyens pour faire face à la menace terroriste.

- La résorption de problèmes de coordination et de coopération dus à l'égoïsme personnel et institutionnel des organisations.

III Principales leçons apprises, propositions et recommandations

Réunis autour du thème « Forces de défense et de sécurité dans la prévention de l'extrémisme violent en Afrique », les cinquante-neuf participants d'horizons fort divers avaient pour objectif général de contribuer aux initiatives en cours pour la prévention de la violence, et en particulier de l'extrémisme violent, dans l'espace ouest-africain et le Sahel. Plus spécifiquement, il s'agissait de : mieux comprendre les perceptions et les rôles des Forces de défense et de sécurité et de la société civile, ainsi que leur interaction, en vue de la prévention de l'extrémisme violent ; partager des bonnes pratiques et expériences ; amorcer un dialogue entre ces acteurs de sphères diverses et créer des passerelles pour prévenir l'extrémisme violent et les menaces associées ; créer/renforcer les dynamiques inclusives aux niveaux national, régional, international et construire ou restaurer la confiance entre les parties prenantes.

La richesse des débats et la qualité remarquable des intervenants ont permis de dégager un certain nombre d'enseignements et recommandations de nature à apporter des clarifications sur :

la manière dont les Forces de défense et de sécurité perçoivent leur propre rôle face à la violence extrême ; la façon dont les populations vivent la présence et les actions des Forces de défense et de sécurité ; la structuration de passerelles entre les Forces de défense et de sécurité – principale présence de l'Etat dans les zones directement engagées face à la violence extrême –, la population – elle-même directement concernée par cette violence – et les autres catégories d'acteurs.

Le premier enseignement concerne la nature socio-politique de l'extrémisme violent. Généralement perçu par « le petit bout de la lorgnette », c'est-à-dire sous l'angle de ses manifestations (terrorisme, attentats suicides, guerre asymétrique, destruction de biens communs etc.), l'extrémisme violent est très vite présenté comme une pathologie extérieure au corps social, comme un dysfonctionnement exogène qu'il faudrait éradiquer pour garantir le bon fonctionnement de la société. Toutefois, les données empiriques et les analyses rigoureuses menées lors du séminaire ont atténué cette lecture paresseuse de la réalité.

L'extrémisme violent est une résultante du contexte sociopolitique des Etats africains. Déficits de gouvernance (mal gouvernance), inégalités sociales et économiques, exclusion politique des minorités, nombrilisme des gouvernants et bien d'autres facteurs construisent et reconstruisent la violence extrémiste.

Analysée en ces termes, la violence cesse d'être le fin mot de l'extrémisme pour devenir un instrument, une ressource mobilisée par ce dernier pour atteindre des objectifs politiques et sociaux.

Le second enseignement souligne l'importance de l'intelligence des situations. La capacité à comprendre les contextes et les personnes, de manière à agir en connaissance de cause, de façon à ce que toute action soit profitable et produise de la réussite permet d'éviter de tomber dans le piège du « copier-coller ». Cette notion commande d'avoir une bonne appréciation du contexte, des acteurs, de leurs logiques d'action, de leurs attentes, etc. Elle oblige à chercher à apporter des réponses adaptées aux situations.

Pour y parvenir, une interaction étroite entre le monde de la recherche et le monde politique est indispensable.

En effet, des analyses approfondies sur les situations locales spécifiques de violence permettent d'éviter que l'Etat ne réagisse seulement sur le court terme et selon des a priori non documentés et des peurs diverses qui, trop souvent, provoquent une fébrilité dangereuse dans les interventions militaires. Les études qui ont déjà été entreprises montrent en effet que l'engagement au sein des groupes extrémistes n'est que rarement motivé par la religion seulement, mais bien plus par des logiques de protection ou des raisons économiques. Elles montrent aussi qu'il y a une grande différence au niveau des motivations de l'engagement entre le leadership des groupes violents – généralement absent du terrain de la violence – et les « fantassins ». Distinguer le leadership des adhérents et leur appliquer des mesures différenciées permet dès lors de mieux prévenir la menace.

Le troisième enseignement met en phase le rôle capital des Forces de défense et de sécurité dans la prévention de l'extrémisme violent.

– Primo, les Forces de défense et de sécurité doivent impérativement être républicaines, c'est-à-dire qu'elles doivent représenter à tous les échelons, l'ensemble des communautés et être au service de la république. Les armées africaines sont encore marquées par leur héritage colonial et font plus souvent figure de gardes prétoriennes que d'armées nationales. C'est donc dire que les Forces de défense et de sécurité ne doivent plus être instrumentalisées par les politiques à des fins qui n'ont pas grand-chose à voir avec la sécurité ou la paix – mais plutôt tout à voir avec les intérêts d'élites politiques en survie. A ce sujet, le séminaire a recommandé de renforcer le dialogue entre politiques et Forces de défense et de sécurité.

Secundo, à leur rôle classique de protection doit s'adjoindre celui de prévention. Les cadres supérieurs des armées et les chefs d'Etat ont une responsabilité particulière à ce niveau. Sans un message clair de leur part – qui se traduit dans un cadre juridique national –, les échelons subalternes ne peuvent prendre à bord un tel mandat de prévention, qui sort de la mission de défense telle qu'actuellement définie par de nombreux Etats. Aussi bien, Les Forces de défense et de sécurité doivent être formées à appréhender cette nouvelle forme de violence afin de pouvoir faire preuve de discernement et de prendre des mesures destinées à empêcher sa reproduction dans le temps.

Le quatrième enseignement porte sur la participation des populations. Le rôle des femmes, des jeunes, des leaders communautaires et religieux dans la prévention, fut considéré comme le point de départ d'une bonne gestion de la politique de prévention de l'extrémisme violent. Il fut par exemple reconnu que c'était aux communautés locales et à leurs dirigeants de prendre l'initiative de promouvoir la paix dans leur région. Pour l'instant, les multiples négligences de l'Etat (politiques économiques défectueuses, zones abandonnées, programmes de santé et d'éducation sans impact sur la population, indifférence de l'Etat face aux questions de migration, etc.) et la sous-utilisation générale des populations dans la mise en place de la politique de prévention de l'extrémisme violent ne militent pas en faveur de la résilience des civils souvent pris en tenaille entre méfiance vis-à-vis des Forces de défense et de sécurité et violence des groupes extrémistes.

En outre, les civils doivent déconstruire leur méfiance des vis-à-vis des Forces de défense et de sécurité. Faire l'effort de se rapprocher de celles-ci, de dialoguer avec elles, leur faire part de leurs problèmes, mieux les connaître, car si les Forces de défense et de sécurité ont le pouvoir des armes, elles sont aussi, au même titre que les civils des victimes de l'extrémisme violent.

L'établissement de comités régionaux de dialogue entre Forces de défense et de sécurité et populations expérimenté à Agadez est la preuve qu'un climat de confiance peut être établi entre civils et Forces de défense et de sécurité.

Dans cette même logique les organisations de la société civile doivent déployer une stratégie d'influence pour orienter l'échiquier psycho cognitif (attitude et comportement) des Forces de défense et de sécurité. Celles-ci considèrent souvent la société civile comme une planète diffuse, dispersée, mal coordonnée, très politisée et financée de l'extérieur dont il faut se méfier.

Le séminaire a su évoquer en profondeur le caractère indispensable de l'engagement politique dans la mise en œuvre d'une politique de prévention de l'extrémisme violent efficace. Les Forces de défense et de sécurité ne peuvent plus s'engager comme unique force de l'Etat dans ce domaine.

Les politiques doivent prendre conscience des risques liés à la banalisation de la violence, des conséquences de l'égoïsme des institutions et de leur passivité, et des dividendes du dialogue.

S'agissant des médias, les participants ont été unanimes pour exprimer qu'ils ne jouent que rarement leur rôle d'information objective. Il a été constaté que les médias internationaux en particulier, ont un parti pris dans le traitement de l'information et la stigmatisation, distordent souvent la perception locale de l'extrémisme violent et font l'impasse sur ses causes. Il est dès lors urgent de les former sur la prévention de l'extrémisme violent.

La construction d'un «jeu collectif», des effets synergiques entre toutes les catégories d'acteurs a été une autre leçon stratégique et absolument déterminante. L'idée mise en exergue ici est que les parties prenantes tireront une substantifique plus-value de leur performance collective, qu'elles parviendront à réussir ensemble ce qu'aucune d'entre elles ne parviendrait à faire seule. Dans ce cadre, les ressources de tous les acteurs sont mises au service de la structuration d'une politique de prévention de l'extrémisme violent tant à l'échelle nationale qu'au niveau régional.

Il fut ainsi proposé de multiplier les espaces de dialogue et les cadres de concertations entre les différentes catégories d'acteurs réunies à Dakar en vue :

- d'engager une compréhension et une gestion communes de la prévention de cette violence ;
- d'harmoniser les cadres institutionnels et légaux au sein et entre Etats ;
- de mettre sur pied des fora de paix et de sécurité nationale, des conférences nationales ou états généraux de la sécurité ;
- de s'assurer que les politiques ainsi que les représentants des communautés locales y soient associés ;
- de donner aux parlements l'autorité et l'indépendance nécessaires à la responsabilisation des acteurs politiques ;
- de donner davantage la parole aux Forces de défense et de sécurité ;
- de sortir ces dernières de leur rigidité, de leur silence, de leur secret ;
- de constater in fine que le dialogue existe déjà au sein de chacun des groupes d'acteurs et souvent entre eux, mais pas de manière systématique.

Au-delà des acteurs locaux qui doivent se saisir de tels cadres de concertations, le séminaire a souligné que les organisations régionales, internationales et les partenaires extérieurs, plutôt que de démultiplier les stratégies et les programmes « top-down », devraient se concentrer sur l'ouverture de tels espaces de dialogue, et donner les moyens (financiers, techniques) nécessaires à leur réalisation, aux niveaux local, national et régional.

L'idée d'une participation des extrémistes violents au dialogue fut une nouveauté pour la plupart des participants.

Cette hypothèse reste difficile, complexe, et à aborder au cas par cas, sans généralisation ; ainsi, s'il y a décision de dialoguer, il ne faut pas confondre dialogue et négociation, dont la responsabilité incombe à l'Etat seul : il faut s'assurer du soutien politique.

Cependant, on peut toujours dialoguer – à travers les ulémas, comme en Mauritanie, ou sous d'autres formes.

IV Mise en Perspective

Ce Séminaire régional a rappelé la nécessité d'une réponse sociétale – portée de manière collective par les différentes catégories d'acteurs – à l'extrémisme violent en insistant particulièrement sur l'importance du rôle des Forces de défense et de sécurité dans la prévention de l'extrémisme violent en Afrique.

Il a particulièrement été un début important, une semence à ne pas minimiser. Partant, les résultats obtenus lors de cette rencontre méritent une attention renouvelée et soutenue sur le court, moyen et long terme.

Ainsi, pour favoriser leur diffusion et leur appropriation une table ronde sera organisée lors du Forum International sur la Paix et la Sécurité en Afrique qui se tiendra les 13 et 14 novembre 2017 à Dakar. Le thème de la construction de la résilience et de l'Etat de droit dans le cadre de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme y sera abordé.

Les résultats du séminaire serviront également à alimenter les idées, les échanges d'expériences et les participants aux prochaines Conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent.

Programme

Dimanche 8 Octobre 2017

18 h 00 à 19 h 00 **Arrivée des participants**

Briefing entre les organisateurs et les panélistes, présidents et rapporteurs des plénières et groupes de travail

20 h 00 **Pour les invités de l'étranger : Dîner à l'hôtel**

Lundi 9 Octobre 2017

8 h 30 à 9 h 00 **ACCUEIL-INSTALLATION**

9 h 00 à 9 h 30 **CEREMONIE D'OUVERTURE**

*Général de brigade Paul NDIAYE, Directeur général, Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS), Sénégal
Mme Rhéa GERING, Ambassadeur de Suisse au Sénégal
Mr Demba DIOUF, Ministre des Forces Armées du Sénégal*

9 h 30 -10 h 00 **Photo de groupe
Point de presse**

10 h 00 à 10 h 30 **Pause-café**

10 h 30 à 12 h 00 **PLENIERE 1**

La prévention de l'extrémisme violent en Afrique : état des lieux et concepts

Cette plénière vise à faire un état des lieux de la situation sécuritaire et des réponses apportées et à comprendre les concepts de sécurité humaine et de prévention de l'extrémisme violent.

Président

Général de brigade Paul NDIAYE, Directeur général, Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS), Sénégal

Panélistes

Larry GBEVLO LARTEY, Directeur général, Centre Africain d'Etudes et de Recherche sur le Terrorisme (CAERT), Union africaine

Rémie FOTUE KAMNE, Directeur, Centre tchadien des études stratégiques (CTES), Tchad

Kouider ZERROUK, Chef de la Communication et de l'Information Publique, Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel - UNOWAS

Colonel Mohamed ABOU TARKA, Président, Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP), Niger

Amb. Jean-Daniel BIELER, Conseiller spécial, Division Sécurité humaine, Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), Suisse

Discussion

Rapporteur : Christian POUT, rapporteur général

12 h 00 à 13 h 30

PLENIERE 2

Forces de défense et de sécurité (FDS) et acteurs civils dans la prévention de l'extrémisme violent en Afrique : pratiques, défis et opportunités

Cette plénière vise à capitaliser les exemples concrets d'implication des forces de défense et de sécurité et des acteurs civils dans la prévention de l'extrémisme violent. Il s'agira aussi d'évaluer les obstacles rencontrés, les défis à relever et les opportunités à saisir.

Président

Commissaire principal Mohamed DENNA, Coordonnateur Régional de la Plateforme de Coopération en matière de sécurité, G5 Sahel

Panélistes

Sandy AFRICA, Directrice adjointe, Division Afrique sub-saharienne, Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces (DCAF), Suisse

*Colonel Ousmane TRAORE, Gouverneur de la Région Est, Burkina Faso
Capitaine de police Chefou ABDOU, Chef de division des enquêtes antiterroristes, Police nationale, Niger*

Mohamed ANACKO, Président du Conseil régional d'Agadez, Niger

Lori Anne THEROUX-BENONI, Directrice, ISS Dakar

DISCUSSION

Rapporteur : Christian POUT, rapporteur général

13 h 30 à 14 h 30

Pause-déjeuner

13 h 30 à 16 h 30

TRAVAUX DE GROUPE

La prévention de l'extrémisme violent en Afrique : regard de chaque acteur sur son rôle et son action ?

Ce premier travail de groupe doit permettre de clarifier la compréhension de la prévention de l'extrémisme violent et le rôle que chaque acteur se donne. Trois (03) groupes sont constitués, mêlant participants provenant des Forces de défense et de sécurité, des organisations de la société civile et des institutions régionales. Chaque groupe a un facilitateur des échanges et un rapporteur. Les échanges sont interactifs. Chaque groupe dégagera 3 à 5 recommandations concrètes sur le rôle de prévention de chacun des acteurs.

Groupe 1

*Président/facilitateur GT.1 : El Hadj Alioune SAMBA
Général de brigade (ret.), ancien ambassadeur*

Programme

Rapporteur GT.1 : Abdoulaye MAIGA Responsable de programme et analyste, Direction de l'alerte précoce, CEDEAO
Participants : (sera précisé sur place)

Groupe 2
Président/facilitateur GT.2 : Colonel Idriss Haggat MAHAMAT
Directeur de Cabinet du Ministre de la Défense du Tchad

Rapporteur GT.2 : Selly BA Chercheuse,
Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), Sénégal
participants : (sera précisé sur place)

Groupe 3
Président/facilitateur GT.3 : Godefroy BARANDAGIYE
Assistant Spécial du Haut Représentant de l'Union Africaine
pour le Mali & Sahel (MISAHEL)

Rapporteur GT.3 : Zipporah NDIONE
Coordinatrice, Réseau de jeunes femmes pour la paix, Sénégal

16 h 30 à 17 h 00

Pause-café

17 h 30 à 18 h 00

PLENIERE DE RESTITUTION DES TRAVAUX DE GROUPE
Présentation des résultats des travaux de groupe par les facilitateurs et/ou par les rapporteurs et discussion.

Mardi 10 Octobre 2017

08 h 30 à 09 h 00

**RECAPITULATIF DES DISCUSSIONS DE LA VEILLE/
PRESENTATION AGENDA DE LA JOURNEE**

09 h 00 à 10 h 30

PLENIERE 3
La prévention de l'extrémisme violent : quelle synergie d'actions en Afrique ?

La prévention de l'extrémisme violent nécessite de construire une nouvelle gouvernance et de créer des passerelles avec des acteurs qui n'ont pas toujours l'habitude de travailler ensemble. L'enjeu de cette plénière est de proposer des interventions relatives à ce jeu d'acteurs fondé sur une compréhension commune des enjeux, une collaboration et un partenariat stratégique.

Président
Abdoulaye MOHAMADOU, Secrétaire exécutif adjoint,
Conseil de l'Entente

Programme

Panélistes

Lieutenant-colonel Famouké CAMARA, Instructeur, Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin Beye (EMP), Mali

Dr. Godwin R. MURUNGA, Secrétaire exécutif, CODESRIA

Mathurin HOUNGNIKPO, Expert en relations civilo-militaires, Secrétariat du Conseil national de sécurité (S-CNS), Côte d'Ivoire

Hajiya Hamsatou ALLAMIN, Directrice, Nigeria stability and reconciliation programm (NSRP), Nigéria

Discussion

Rapporteur : Christian POUT, rapporteur général

10 h 30 à 11 h 00

Pause-café

11 h 00 à 13 h 00

TRAVAUX DE GROUPE

Quels mécanismes de gouvernance partagée en matière de prévention de l'extrémisme violent ?

Groupe 4

*Président/facilitateur GT.4 : Ifeoma Ojemeni OKALI
Former Lead Counsel (Prosecutions), United Nations
International Criminal Tribunal for Rwanda*

*Rapporteur GT.4 : Almamy KAMARA
Conseiller militaire, UNOWAS*

Groupe 5

*Président/facilitateur GT.5 : Colonel Hypolithe Jean NDOUGOU
Secrétaire exécutif adjoint, Commission du Bassin du Lac
Tchad / Force Multinationale Mixte (CBLT/FMM)*

*Rapporteur GT.5 : Kiswendsida Noëlie KOURAOGO
Blogueuse, Burkina Faso*

Programme

Groupe 6

*Président/facilitateur GT.6 : BOUARE Bintou Founé SAMAKE
Présidente, Women in law and development in Africa
– WILDAF / Mali*

*Rapporteur GT.6 : Mamadou BEYE
Chercheur, Institut Supérieur de Management,
Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), Sénégal*

13 h 00 à 14 h 30

Pause-déjeuner

14 h 30 à 16 h 00

PLENIERE DE RESTITUTION DES TRAVAUX DE GROUPE
*Présentation des résultats des travaux de groupe par les facilitateurs
et/ou par les rapporteurs et discussion.*

16 h 00 à 16 h 15

Pause-café

16 h 15 à 17 h 00

ACTES DE CLOTURE

Rapport général

Christian POUT, Président, Centre africain d'Etudes Internationales,
Diplomatiques, Economiques et Stratégiques
(CEIDES), Cameroun
Points saillants des débats, recommandations

Allocutions des organisateurs

Carol MOTTET, Conseillère principale, Division Sécurité
humaine, Département fédéral des affaires étrangères
(DFAE), Suisse

Général de brigade Paul NDIAYE, Directeur général,
Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS),
Sénégal

18 h 30

COCKTAIL

Rapporteur général : Dr Christian E. POUT, Président, Centre africain
d'Etudes Internationales, Diplomatiques Economiques et Stratégiques
– CEIDES (Cameroun)

Editing : Centre de Hautes Etudes de Défense et de Sécurité
– CHEDS (Sénégal)



Boulevard de la Défence x Rue du Port
Tél: +221 33 822 91 67 / Fax : +221 33 822 91 65

www.cheds.gouv.sn